

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 SAINT-ÉTIENNE

Saint-Étienne, le 8 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SICTOM Velay Pilat**

Lieu-dit « Le Combau » 43240 SAINT-JUST-MALMONT

Références : UID4243-DSSP-022-0143

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mars 2022 de l'installation de stockage de déchets non dangereux implantée au lieu-dit « Le Combau », 43 240 SAINT-JUST-MALMONT, et exploitée par le SICTOM Velay Pilat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICTOM Velay Pilat
- lieu-dit « Le Combau », 43240 SAINT-JUST-MALMONT
- Code AIOT dans GUN : 0016500127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD

Le SICTOM Velay Pilat exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), qui comprend également une aire de tri, transit et broyage de déchets non dangereux de bois, et une plateforme de compostage de déchets verts. L'ISDND, qui a été autorisée le 8 décembre 1982, est réglementée par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012, modifié par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019. Ce dernier arrêté prévoit que le SICTOM puisse accueillir une quantité maximale de déchets de 3 120 t/an dans le casier n°4 rehaussé jusqu'au 31 août 2024, date à laquelle l'ISDND cessera son activité. Il est à noter que depuis le 1er février 2019 l'installation reçoit les ordures ménagères uniquement en transit, ces dernières étant ensuite dirigées vers un autre exutoire.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des lixiviats

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle             | Référence réglementaire   |
|--------------------------------------|---|
| Dispositif de relevage des lixiviats | Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/05/2021, point 2 de l'article 1 |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire  |
|---|--|
| Maintien du niveau du bassin de stockage des lixiviats le plus bas possible | Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/12/2000, 1 <sup>er</sup> tiret du point 2 de l'article 1 |
| Mise en conformité de la cuve tampon de stockage de lixiviats               | Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/12/2000, point 1 de l'article 1                          |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le SICTOM Velay Pilat avait mis en œuvre des actions correctives pour répondre à certaines non-conformités relevées lors de précédentes inspections. Il peut notamment être considéré que le point 1 et le 1<sup>er</sup> tiret du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 décembre 2020 sont respectés. Pour ce qui est du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mai 2021, il est pris acte des mesures conservatoires mises en place, dans l'attente de la réalisation des actions correctives proposées qui sont en cours d'examen. Ces actions correctives devront être mises en œuvre le plus rapidement possible, à compter de leur acceptation.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** maintien du niveau du bassin de stockage des lixiviats le plus bas possible

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/12/2000, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> gestion des lixiviats  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le SICTOM Velay Pilat [...] est mis en demeure de respecter :<br>[...] <ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé afin qu'il n'y ait plus de rejets de lixiviats vers le milieu naturel ; pour cela, l'exploitant devra notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>- sous un délai de 3 mois, vider le bassin des lixiviats au niveau le plus bas possible et indiquer les dispositions prises pour qu'il soit maintenu à ce niveau ;</li></ul></li></ul> [...]  |
| <b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le niveau du bassin de lixiviats était effectivement maintenu à un niveau bas. L'exploitant a fourni le registre sur lequel sont consignés les quantités de lixiviats évacuées depuis le 01/07/2021, et il apparaît qu'environ 2 070 m <sup>3</sup> de lixiviats sont partis du site pour être traités, ce qui représente en moyenne environ 230 m <sup>3</sup> par mois.<br><br>En conséquence, il apparaît que le SICTOM Velay Pilat a poursuivi la mise en œuvre des dispositions déjà constatées lors de l'inspection du 29/06/2021, en évacuant régulièrement les lixiviats afin de maintenir le niveau du bassin de stockage le plus bas possible, dans l'attente d'une réfection du bassin précité qui empêchera tout rejet de lixiviats au milieu naturel. Il peut ainsi être considéré que les actions mises en place continuent de répondre au 1 <sup>er</sup> tiret du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 décembre 2020. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** mise en conformité de la cuve tampon de stockage de lixiviats

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/12/2000, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> gestion des lixiviats   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le SICTOM Velay Pilat [...] est mis en demeure de respecter :<br>[...] <ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositions de l'article 7.3.3 et 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé ; pour cela l'exploitant devra apporter les actions correctives nécessaires pour que la cuve de stockage de lixiviats et la capacité de rétention associée respectent les dispositions précitées ;</li></ul> [...] |
| <b>Constats :</b> Il a été constaté lors de l'inspection que la cuve tampon de stockage de lixiviats avait été remplacée, et que la rétention associée avait été curée et nettoyée. En conséquence, il peut être considéré que les actions correctives apportées permettent de répondre au point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 décembre 2020.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle :** dispositif de relevage des lixiviats

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 10/05/2021, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> gestion des lixiviats  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le SICTOM Velay Pilat [...] est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 2.1.1, 4.2.1 et 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012 modifié susvisé ; pour cela, l'exploitant devra notamment [...] modifier la conception du système de relevage des lixiviats, en installant notamment tout dispositif de sécurité et d'alarme apparaissant nécessaire, de sorte qu'aucun rejet de lixiviats au milieu naturel ne puisse avoir lieu.  |
| <b>Constats :</b> l'exploitant a transmis à la fin du mois d'août 2021 des propositions d'actions correctives concernant le poste de relevage des lixiviats, dont l'examen sera très prochainement achevé. Dans l'attente, l'exploitant a mis en place des mesures conservatoires. Ainsi, lors de l'inspection, il a été constaté que le bassin ne comportait pas de déchets de plastiques et que le dispositif permettant d'éviter l'obstruction des vannes et canalisations par des plastiques lors des opérations de relevage des lixiviats était toujours présent. Ce dispositif avait été mis en place en fond de bassin de stockage des lixiviats par l'exploitant au mois d'avril 2021. L'exploitant a également indiqué des travaux de reprise électrique de l'ensemble du dispositif de relevage des lixiviats avaient été effectués, avec notamment la réfection du tableau électrique situé à proximité du poste de relevage. En conséquence, il est pris acte des mesures conservatoires mises en place pour éviter tout rejet de lixiviats au milieu naturel lors des opérations de relevage des lixiviats, dans l'attente de la mise en œuvre des actions correctives qui devra s'effectuer le plus rapidement possible. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |